



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

machines et équipements

Question au Gouvernement n° 1763

Texte de la question

ALSTOM

M. le président. La parole est à M. Jean-Christophe Fromantin, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Jean-Christophe Fromantin. Ma question s'adresse au Premier ministre. Elle présente d'autant plus d'intérêt que la réponse qui vient d'être donnée à mon collègue, et dont je m'étonne, témoigne très clairement d'une perte de confiance entre l'exécutif et l'industrie française. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDI et UMP.*)

Les propos du ministre de l'économie attestent que la connexion naturelle – je dis bien « naturelle », et non pas contractuelle –, qui devrait lier nos industriels au Gouvernement n'existe pas – ou plutôt, n'existe plus. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDI et UMP.*) Dans la période de crise que nous traversons aujourd'hui, permettez-moi, monsieur le Premier ministre, d'attendre de vous des propos plus rassurants quant à la qualité des relations entre l'exécutif et l'industrie française.

Mme Laure de La Raudière. Bravo !

M. Jean-Christophe Fromantin. S'agissant d'Alstom, nous pouvons orienter notre politique industrielle dans trois directions. S'agit-il de mener une politique industrielle nationale, souverainiste, fermée, démondialisée ? Ou bien voulons-nous, comme le préconise Pascal Lamy, une politique industrielle globalisée où l'on reconstituerait des chaînes de valeur ouvertes sur le monde afin que chaque pays soit positionné au mieux de son attractivité industrielle ? Quelle serait alors la politique d'attractivité industrielle ? Quelle est celle que vous menez ? Quel est le cap du Gouvernement en la matière ?

Enfin, troisième solution, évoquée par l'un de nos collègues tout à l'heure : avez-vous la volonté, surtout à la veille d'un scrutin européen, de mener une grande politique industrielle européenne ?

Nous pouvons, en l'espèce, nous interroger sur votre doctrine et vos arbitrages, entre une politique plutôt mondialisée, favorisant les chaînes de valeur, comme le préconise Pascal Lamy et qui conduirait à préférer General Electric, et une stratégie plus européenne, qui favoriserait la proposition de Siemens.

Nous avons besoin que vous apportiez une réponse de fond à une telle problématique. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDI et UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

M. Arnaud Montebourg, *ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique*. Monsieur le député, je voudrais vous rassurer : notre politique industrielle vise, comme celle de tous les États du monde, à accroître notre base industrielle, à augmenter notre puissance économique dans le monde et à nous armer dans la mondialisation. C'est la raison pour laquelle nous accueillons de nombreux investissements étrangers en France. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Nous sommes la première destination d'investissements américains en Europe.

Je voudrais d'ailleurs saluer General Electric qui, dans cette affaire, a été très correct, et les remercier de l'intérêt qu'ils portent à la France. Si l'allemand Siemens emploie 8 000 personnes sur notre territoire, General Electric en fait travailler 11 000.

Nous l'avons dit, avec le Président de la République, aux deux dirigeants intéressés par Alstom, lorsqu'ils ont été reçus à l'Élysée : nous préférons nouer des alliances plutôt que vendre par pièces détachées un fleuron industriel du secteur de l'énergie, secteur fondamental et stratégique. Je ne pense pas seulement au nucléaire, mais aussi aux énergies renouvelables, à la fabrication de turbines, aux transports car le transport représente l'avenir. Pour toutes ces raisons, nous leur souhaitons la bienvenue en France. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

En revanche, nous souhaitons que soient nouées des alliances car notre économie, nos entreprises, ne sont pas des proies, mais des entités puissantes capables d'affronter avec des alliés dans le monde, le monde tel qu'il est.

Voilà, monsieur le député, la politique industrielle du Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC, « Baratin ! », sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Christophe Fromantin](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (6^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1763

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie, redressement productif et numérique

Ministère attributaire : Économie, redressement productif et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 avril 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [30 avril 2014](#)